

FD/BS N° 1-17123
Contacts IFOP : Frédéric Dabi / Damien Philippot
Frederic.dabi@ifop.com



Pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Le Monde

Les Français et la politique de Défense
Résultats détaillés
Le 16 juin 2008

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les résultats de l'étude	3
Les principaux enseignements	4
Le jugement sur l'effort budgétaire de la France concernant la Défense	5
L'adhésion à différentes propositions concernant la politique de Défense	6
Les objectifs prioritaires pour la politique de Défense	7
Annexes	8

- 1 -

- La méthodologie -

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Acteurs Publics et Le Monde
Echantillon	Echantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 12 au 13 juin 2008

- 2 -

- Les résultats de l'étude -

Les principaux enseignements

Interrogés par l’Ifop pour Acteurs Publics, à la veille de la présentation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, les Français se montrent assez divisés sur la question centrale des budgets et crédits alloués aux Armées. Une majorité relative des personnes interrogées (42%) considère que l’effort budgétaire de la France en faveur de sa défense est raisonnable (ni trop, ni pas assez important). Parallèlement, la part de ceux estimant que ce budget est trop important (34%) dépasse nettement celle des personnes jugeant cet effort budgétaire pas assez important. Dans le détail, cette question suscite un double clivage :

- **générationnel** chez les plus de 50 ans : 47% des personnes âgées de 50 à 64 ans considèrent que le budget consacré à la Défense est trop important alors que seuls 18% des plus de 65 ans expriment cette opinion. Notons que c’est dans ce segment de population - celui qui a connu le dernier conflit mondial - que l’opinion selon laquelle l’effort budgétaire de Défense n’est pas assez important est la plus fortement exprimée.
- **politique** : se fait jour une fracture entre proches de la gauche jugeant plus souvent que le budget de la Défense est trop important (44% voire 49% chez les sympathisants des Verts) et sympathisants de droite estimant au contraire que cet effort budgétaire n’est pas assez important (29%) ou juste suffisant (48%).

Au delà de ces clivages, les personnes interrogées font part de jugements à la fois homogènes et massifs s’agissant de deux principes liés à la politique de Défense :

- **la coopération européenne en matière de Défense** : 87% des personnes interrogées adhèrent à la nécessité pour les pays européens de mettre en commun leurs moyens de Défense, 46% se disent même tout à fait d’accord.
- **l’indépendance face aux Etats-Unis** : quatre personnes interrogées sur cinq approuvent l’idée d’une défense indépendante de la France vis-à-vis des Etats-Unis, y compris les sympathisants de droite (78% contre 83%) à gauche.

Enfin, au delà des enjeux liés aux moyens, ce sondage révèle deux postures spécifiques de l’opinion concernant les objectifs de la politique de Défense. Ainsi, 47% des personnes interrogées assignent la défense du territoire national comme objectif prioritaire en matière de défense tandis que 38% donnent la priorité à la stabilisation de certaines régions du monde. Ces deux visions renvoient à des publics différents : la défense du territoire national est davantage mentionnée par les plus de 50 ans, les ouvriers, les habitants du Nord et de l’Est – parties de l’Hexagone les plus touchées par les deux conflits mondiaux. A l’inverse, l’objectif de stabilisation de certaines régions du monde s’avère davantage soutenu par les plus jeunes, les professions libérales et cadres supérieurs ainsi que par les habitants de l’agglomération parisienne.

Sans surprise, cette question suscite une césure en fonction de la sympathie politique : les proches de la droite appellent majoritairement de leurs vœux la poursuite de l’objectif « classique » de défense du territoire national alors que les sympathisants de gauche entrevoient davantage un rôle, au delà des frontières de l’hexagone, de stabilisation de régions conflictuelles dans le monde.

Frédéric Dabi

Directeur du département d’Opinion et Stratégies d’Entreprise de l’Ifop.

Le jugement sur l'effort budgétaire de la France concernant la Défense

Question : Selon vous, l'effort budgétaire de la France en faveur de sa défense est-il trop important, pas assez important ou ni trop ni pas assez important ?

	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de droite (%)
• Trop important	34	44	21
• Pas assez important	22	16	29
• Ni trop ni pas assez important	42	38	48
- Ne se prononcent pas	2	2	2
TOTAL	100	100	100

L'adhésion à différentes propositions concernant la politique de Défense

Question : Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?

	TOTAL D'accord (%)	Tout à fait d'accord (%)	Plutôt d'accord (%)	TOTAL Pas d'accord (%)	Plutôt pas d'accord (%)	Pas du tout d'accord (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Il est nécessaire que les pays européens mettent davantage en commun leurs moyens de défense	87	46	41	13	8	5	-	100
• La France doit conserver une défense indépendante, notamment vis-à-vis des États-Unis	80	44	36	19	10	9	1	100

Les objectifs prioritaires pour la politique de Défense

Question : Parmi les différents objectifs suivants, lequel est, selon vous, prioritaire en matière de défense ?

	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de droite (%)
• La défense du territoire national	47	38	57
• La stabilisation de certaines régions du monde .	38	46	29
• La protection des intérêts et des ressortissants français à l'étranger	15	16	14
- Ne se prononcent pas	-	-	-
TOTAL	100	100	100

Annexes

1. L'état de l'opinion publique française en mars 1966 après l'annonce de la sortie du commandement intégré de l'O.T.A.N.
2. La perception de la menace terroriste en France

1. L'état de l'opinion publique française en mars 1966 après l'annonce de la sortie du commandement intégré de l'O.T.A.N.

Le 21 février 1966, Charles de Gaulle s'exprime devant les Français pour exprimer sa position sur l'OTAN et préparer l'opinion publique à la rupture avec l'organisation. Le 7 mars, Charles de Gaulle, dans une lettre adressée au Président des Etats-Unis, Lyndon B. Johnson, annonce que la France se retire de l'OTAN.

Dans ce moment particulièrement historique, l'Ifop réalise du 12 au 22 mars une enquête afin de cerner l'état de l'opinion sur cette question. Les enseignements de cette étude sont présentés ci-dessous.

« La France a décidé unilatéralement de rompre les engagements militaires qui résulteraient de son adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord signé en 1949, tout en restant fidèle au principe de l'alliance. Telle est la décision que le Général de Gaulle a prise quelques semaines après avoir été réélu Président de la République. Les alliés ont été prévenus et un calendrier est en cours d'élaboration avec eux pour le retrait de la France, notamment, des troupes américaines et de leurs installations militaires.

L'importance d'une telle décision a provoqué en France comme à l'étranger des réactions diverses, dans les milieux compétents et dans la presse.

On sait qu'en matière de politique internationale, en France comme ailleurs, une partie importante de la population demeure dans l'incertitude et ne se prononce pas sur des questions qui, pourtant, engagent l'avenir du pays. Les positions prises par les autres n'en reflètent pas moins en général des grandes options latentes dans la conscience collective.

Or, dans la conjoncture des dernières années, les Français qui prenaient parti estimaient opportun de resserrer les liens de la France avec l'O.T.A.N., plutôt que de prendre des distances.

Ils estiment en outre que l'alliance atlantique joue un rôle essentiel pour la sécurité tant de l'Europe en général que de la France en particulier, et c'est sans doute la raison pour laquelle ils n'estiment pas souhaitable que la France se retire de l'O.T.A.N.

Mais, tout en ayant cette conviction, ils n'admettent pas aisément les limitations de souveraineté que peut entraîner l'alliance. Ainsi, dans l'hypothèse énoncée en mars 1966 où les Américains refuseraient de faire passer leurs bases militaires en France sous commandement français, ils considèrent le plus souvent que la France devrait alors demander le retrait de ces bases américaines.»

Q1. A l'heure actuelle, estimez-vous que l'alliance atlantique joue un rôle essentiel pour la sécurité de l'Europe ?

	Octobre 1964	12-22 mars 1966
	%	%
Oui	47	48
Non	17	20
Ne se prononce pas	36	32
Total	100	100

Q2. Et estimez-vous, à l'heure actuelle, que l'Alliance Atlantique joue un rôle essentiel pour la sécurité de la France ?

	Octobre 1964	12-22 mars 1966
	%	%
Oui	44	46
Non	20	22
Ne se prononce pas	36	32
Total	100	100

Q3. Pensez-vous que si les Américains refusent de faire passer leurs bases militaires en France sous commandement français, la France doit demander le retrait de ces bases militaires américaines ?

	12-22 mars 1966
	%
Oui	41
Non	20
Ne se prononce pas	39
Total	100

Q4. Estimez-vous souhaitable que la France se retire de l'O.T.A.N. ?

	12-22 mars 1966
	%
Souhaitable	22
Pas souhaitable	38
Ne se prononce pas	40
Total	100

2. La perception de la menace terroriste en France

Question: Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui. Diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?

- Evolution depuis octobre 2001 -

